la gazette des communes des départements des régions

PAYS :France
PAGE(S) :36-45
SURFACE :1 636 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :26390

► 18 juin 2018 - N°24

DOSSIER

La silver économie encore au stade des promesses

RÉALISÉ PAR ISABELLE RAYNAUD ET CATHERINE MAISONNEUVE

Un objectif, le bien-veillir
La silver économie a un credo : l'avancée en âge est une opportunité, et non une contrainte. Les entreprises et les collectivités qui les soutiennent visent le bien-être des seniors, l'autonomie des plus âgés, l'aide aux professionnels…

Une économie sans cap
La filière peine toutefois à se structurer. Le tandem forcément indissociable que forment l'économie et les personnes âgées se cherche une gouvernance nationale. Et une viabilité économique qui, malgré les perspectives, fait toujours défaut.

Un avenir certain
C'est dans le désordre que les actions sont menées sur le terrain. La région Normandie, en pointe depuis le début, l'est restée sous l'impulsion d'une élue convaincue et convaincante. Les villes moyennes, elles aussi, veulent miser sur ce potentiel-là.

Des robots, des gadgets, mais surtout beaucoup d'humains

La silver économie garde une image très high-tech, souvent déshumanisée. Pourtant, il est inimaginable, aujourd'hui comme demain, de laisser des personnes âgées seules face à des robots. Ceux-ci ne peuvent représenter qu'une aide, en renfort des professionnels.

Un petit robot, debout sur une table, montre à un groupe de personnes âgées des mouvements de gymnastique douce. Un autre, aux faux airs de Bibifoc, se laisse câliner par des patients atteints de la maladie d'Alzheimer qu'il permet d'apaiser. Une maison high-tech, équipée de chemins lumineux pour la nuit et de détecteurs de chute qui préviennent les proches en cas de souci… Ces exemples sont réels. Les outils existent et sont commercialisés. Ils donnent à la silver économie une image technologique qui lui colle à la peau comme le sparadrap du capitaine Haddock depuis la création officielle de la filière, en 2013.

Pourtant, cette image, si elle n'est pas fausse, est très incomplète. Car l'économie dédiée aux personnes aux cheveux argentés («silver» en anglais) est avant tout une économie de services. Aide et soins à domicile sont au cœur de l'activité de nombreuses entreprises qui revendiquent leur appartenance à la filière. La nouvelle offre de La Poste – le passage, contre rémunération, de facteurs au domicile des personnes âgées isolées – fait ainsi partie d'une politique de développement misant sur la silver éco. Et même quand les robots s'invitent dans l'équation, ils ne viennent pas remplacer les humains. «Les robots vont réhumaniser les maisons de retraite», promet Patrick Correggio, directeur général de Medi'pep. Cette start-up veut installer dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) des robots qui se chargeront des «tâches répétitives» et que les aînés les plus autonomes peuvent réaliser eux-mêmes: prendre leur température, leur tension. «Ce temps gagné permettra aux équipes de passer de vrais moments d'échanges avec les résidents», assure celui qui a été pendant quinze ans directeur d'Ehpad.

UN VIVIER D'EMPLOIS

En avril 2013, lorsque les ministres du Redressement productif, Arnaud Montebourg, et des Personnes âgées et de l'autonomie, Michèle Delaunay, réunissent pour la première fois à Bercy les acteurs du secteur – qui faisaient de la silver éco comme Monsieur Jourdain de la prose –, ils mettent en avant les besoins en personnel, une manne de 300000 emplois non délocalisables. La silver éco est alors présentée comme un véritable eldorado de la lutte contre le chômage, tout en assurant une vie meilleure aux seniors – 22,3 millions de personnes en 2050. Cinq ans plus tard, les avancées sont là, incontestables. Mais le potentiel de la silver éco est loin d'être utilisé à plein. ● I. R.

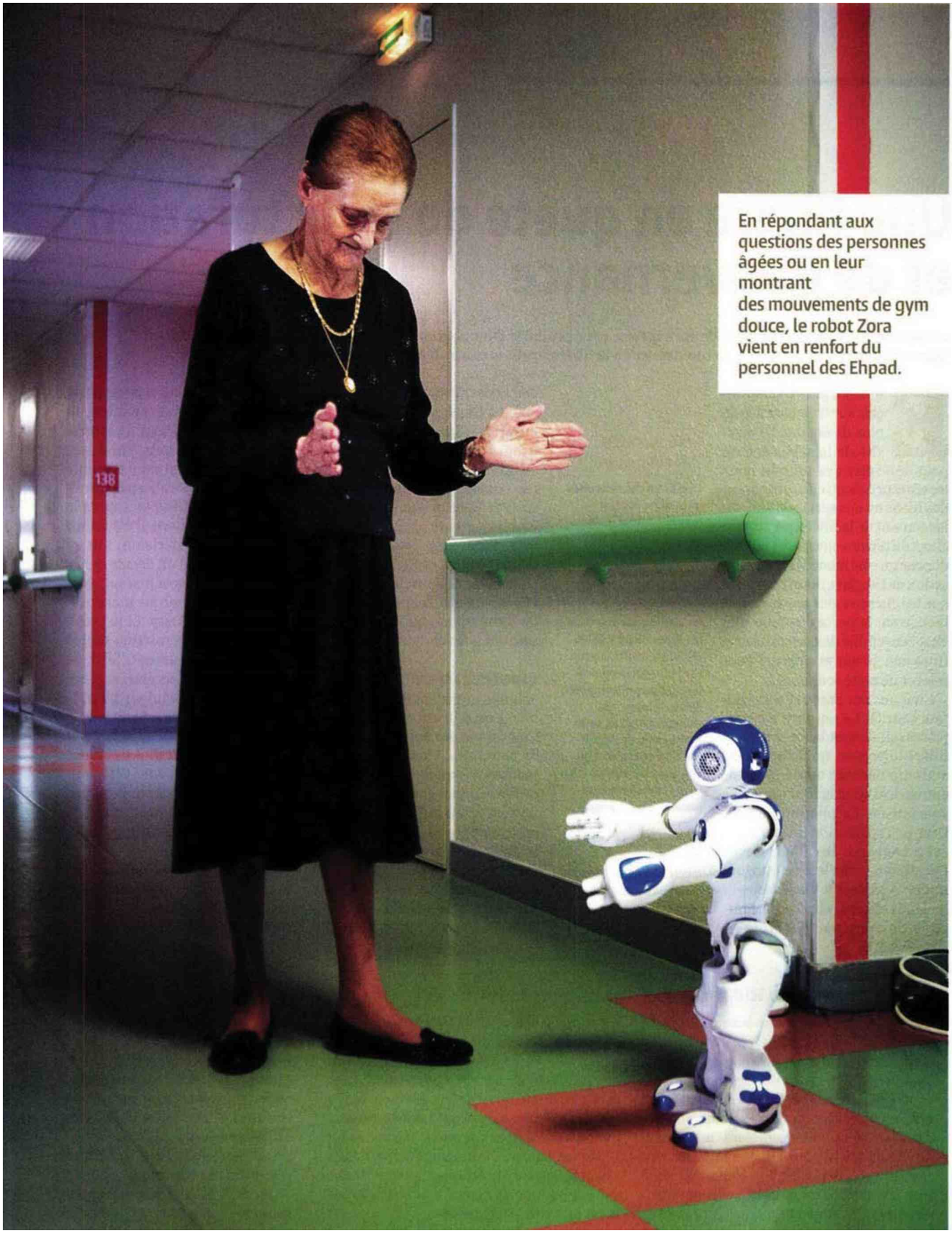
Tous droits de reproduction réservés

la gazette des communes des départements des régions

PAYS : France
PAGE(S) :36-45
SURFACE :1 636 %
PERIODICITE : Hebdomadaire

DIFFUSION :26390

► **18 juin 2018 - N°24**



En répondant aux questions des personnes âgées ou en leur montrant des mouvements de gym douce, le robot Zora vient en renfort du personnel des Ehpad.

Tous droits de reproduction réservés

la gazette des communes des départements des régions

PAYS :France
PAGE(S) :36-45
SURFACE :1 636 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :26390

► 18 juin 2018 - N°24

Une filière en quête de structuration et de gouvernance

La vitalité de la silver économie dans ce qu'elle peut produire d'innovations est manifeste mais, cinq ans après que le gouvernement a donné le top départ de la filière, celle-ci reste en manque de structuration.

En 2050, près d'un Français sur trois sera âgé de plus de 60 ans. Le marché de la silver éco ne peut donc être que tentant pour les entreprises, qu'elles proposent des biens ou des services. Lors du lancement de la filière, en 2013, le choix du terme «silver», en plus de donner un côté moderne par l'utilisation de l'anglais, devait rappeler que les cheveux gris apparaissent bien avant la perte d'autonomie: c'est l'ensemble des produits destinés aux 50 ans et plus qui peut relever de cette économie.

Cinq ans ont passé et les résultats sont là. Le nombre d'entreprises qui se sont lancées dans la filière le prouve, qu'il s'agisse de start-up dédiées ou de grandes entreprises ayant créé une branche spécialisée. La téléphonie avec Orange, l'adaptation du logement avec Legrand, les loisirs avec Décathlon... tous les secteurs ont intérêt à prévoir le vieillissement de leurs clients. «Les supermarchés doivent par exemple se demander s'il faut livrer les courses ou aider les personnes âgées à venir jusqu'au magasin», explique Luc Broussy, le président de l'association France Silver éco (FSE), qui regroupe de nombreux acteurs du secteur (entreprises, collectivités, établissements...). Pourtant, les entreprises installées restent frileuses quand il s'agit de communiquer sur cette nouvelle activité. La vieillesse reste éloignée de l'image de dynamisme qu'elles veulent souvent donner.

Deux mondes, deux langages

C'est l'une des difficultés de la silver éco: en mettant autour de la table des acteurs très différents, on se retrouve avec des modes de communication variés. Les «historiques» du vieillissement prisent les sigles: Ehpad, ESMS (établissements sociaux et médicosociaux), APA (allocation personnalisée d'autonomie)... Les entreprises, elles, sont imprégnées de l'esprit start-up et manient les anglicismes: «living lab» (laboratoire grandeur nature), cluster (réseau d'institutions et d'entreprises ancrées localement)... Les ingrédients d'un beau dialogue de sourds!

L'HEURE DES CHOIX

Selon le président de FSE, le problème est ailleurs. Si la filière «ne fonctionne pas aussi bien qu'elle le pourrait», c'est du fait d'un manque de gouvernance. Le comité de filière, lancé en décembre 2013, ne s'est réuni qu'une fois depuis, en septembre 2015. «Pour rien! La seule conclusion a été de dire "on va faire cinq groupes de travail et on se revoit dans un an"» dénonce Luc Broussy. Le lancement de l'acte II de la silver économie, en décembre 2016, ne trouve pas davantage grâce à ses yeux: «A aucun moment, on n'a fait un bilan sérieux du contrat de filière. Mais on passe à un acte II qui, en réalité, est d'une grande pauvreté puisqu'il n'y a pas grand-chose dedans. Cinq ans après la création de la filière, il est temps de prendre une décision: soit on la supprime, soit on décide qu'il y a besoin d'une coordination, mais il faut s'en donner les moyens», conclut Luc Broussy. Et le président de FSE a une solution simple pour le gouvernement: faire de l'association le secrétariat général de la filière. «Aujourd'hui, le seul moment où les acteurs se réunissent, c'est autour de la table du conseil d'administration de France Silver éco», argumente-t-il.

La proposition a été faite par l'association à Agnès Buzyn. Elle semble avoir été bien accueillie: le 30 mai, lors de la présentation du plan Grand âge et autonomie (lire p.45), la ministre des Solidarités et de la santé a annoncé le renforcement de la filière. Celui-ci passe par la mise en retrait du ministère, qui ne sera plus chargé de réunir les acteurs, au profit d'une reprise en main par France Silver éco.

UN CHEF DE FILE

Dans les territoires, cet encadrement permettrait d'encourager les régions qui n'ont pas encore pris le train de la filière d'avenir. Dans un rapport, en juin 2016, FSE comparait l'engagement des anciennes régions dans les domaines de la silver éco: cinq territoires apparaissaient en pointe, quand neuf n'avaient rien fait de significatif...

La solution de la location des équipements high-tech

Comment rentabiliser les nouvelles technologies offertes par la silver économie? A un moment où les financements se raréfient, la question prend de l'importance pour les Ehpad. Alors que les accidents du travail dans ces établissements sont plus nombreux que dans le BTP, il serait intéressant de les doter des équipements qui aident à lever les personnes âgées. Mais lesquels choisir? Et aura-t-on le temps de les rentabiliser avant qu'ils ne soient obsolètes? En se lançant dans la location de dispositifs, l'Union des groupements d'achat public (Ugap) propose aux établissements sociaux et médicosociaux une alternative à l'achat. «Les technologies évoluent de plus en plus vite, les louer réduit le coût de l'investissement et permet de changer plus souvent le matériel», met en avant Sébastien Taupiac, directeur «santé» à l'Ugap. Les établissements ne s'engagent ainsi que sur une période de deux à sept ans avant de louer du matériel plus récent.

Tous droits de reproduction réservés

la gazette des communes des départements des régions

PAYS :France
PAGE(S) :36-45
SURFACE :1 636 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :26390

► 18 juin 2018 - N°24

Les fusions ont peu changé la donne, «par capillarité, cela fonctionne encore là où une région était déjà engagée», estime Luc Broussy. Mais celles qui étaient à la traîne le sont toujours.

L'existence d'un chef de file permettrait aussi peut-être d'éviter les doublons de tests entre collectivités. Face à la nouveauté, il peut être tentant pour une région d'aider une start-up et de financer un projet déjà expérimenté à l'autre bout de l'Hexagone mais qui s'est conclu par un échec... Les «living labs» se développent de plus en plus mais les idées testées sont souvent proches les unes des autres et les erreurs pas forcément connues.

LE FREIN DU FINANCEMENT

Et si le problème était aussi ailleurs? Les entreprises hésitent à se lancer car le manque de débouchés constitue une véritable difficulté. Les personnes les plus âgées ne sont pas toujours au fait des nouvelles technologies et ne veulent pas s'équiper. Quand elles le peuvent, financièrement. La campagne publicitaire de La Poste sur son service de passage au domicile des aînés cible d'ailleurs les enfants et petits-enfants, invités à payer pour avoir des nouvelles des plus âgés. Quant aux jeunes seniors, plus à l'aide avec les technologies numériques, ils n'ont souvent pas envie d'acheter des «produits pour vieux».

Du côté des établissements, il faut également pouvoir financer ces nouveaux produits, onéreux, alors que les besoins actuels sont souvent difficiles à combler. «En envoyant nos propositions d'installation d'un robot dans les Ehpad, nous indiquons aux directeurs comment ils peuvent le faire financer, au moins partiellement, par les agences régionales de santé ou les conférences des financeurs des départements», indique Silvere Jauny, président de la start-up Spin'r. ● I. R.

Sans données, pas de bilan

LA POSTE

Les données à prendre en compte pour évaluer la silver éco ne sont toujours pas déterminées.

Observatoire fantôme C'est une évidence qui n'en est pas une pour la silver éco. Dans toutes les branches de l'économie, les bilans sont réalisés sur la base de chiffres récurrents: nombre d'emplois créés, bénéfices, chiffres d'affaires... Mais demandez ces données à des responsables de la silver économie, et là, c'est le blanc. A sa création, la filière était – et reste – définie par sa cible: la population vieillissante. Toutefois, pour obtenir les données recherchées, il faut partir des entreprises.

Or, si des start-up exclusivement tournées vers le vieillissement existent, quid des grandes entreprises qui se sont engagées dans le secteur? «Puisque La Poste a lancé une offre de suivi au domicile des personnes âgées, doit-on intégrer tout le chiffre d'affaires de la structure dans le bilan de la silver éco?» demande ainsi de manière rhétorique Luc Broussy, le président de France Silver éco. Comment, alors, dire concrètement si le secteur est porteur, comment comparer une région à une autre ou à l'international? Sans parler de prouver la concrétisation des annonces faites en 2013.

Pour combler le vide, la deuxième feuille de route de la silver éco, présentée en décembre 2016 par les secrétaires d'Etat chargés des Personnes âgées, Pascale Boistard, et de l'Industrie, Christophe Sirugue, a confié la mission de développer un observatoire à France Silver éco. Si celui-ci a finalement été lancé en février par l'association, son périmètre reste flou. Luc Broussy ne veut pas d'indicateurs classiques, qui ne prendraient pas suffisamment en compte les spécificités de la filière. «Qu'il faille faire remonter des données, oui, admet-il. Mais pas le nombre d'emplois.»

LES CRITÈRES ADÉQUATS

Dans ces conditions, par quoi remplacer les chiffres classiques? Les responsables de l'observatoire n'ont, pour l'heure, pas d'idée précise de ce qu'ils vont chercher à quantifier. Cela fait partie de la première phase de travail, en cours: définir les critères adéquats. La question reste néanmoins de savoir si ces données, fournies par l'observatoire, auront un sens: quelle serait leur utilité si elles ne permettaient pas la comparaison avec d'autres secteurs? Des mauvaises langues pourraient y voir le moyen de cacher le fait que la filière silver éco ne s'avère pas aussi porteuse qu'annoncé... ● I. R.

Tous droits de reproduction réservés

la gazette des communes des départements des régions

PAYS :France
PAGE(S) :36-45
SURFACE :1 636 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :26390

► 18 juin 2018 - N°24

Etude «La Gazette»-Apave

Territoires et monde économique, des partenaires qui se cherchent

Pour aider pleinement au développement de la filière silver éco, et créer des emplois, il faudra davantage de liens entre les collectivités et les entreprises. Tous ces acteurs sont volontaires, montre l'étude de «La Gazette» avec l'Apave.

MÉTHODE
Etude réalisée en ligne selon la méthode des quotas du 25 avril au 16 mai 2018 auprès d'un échantillon de 244 décideurs des collectivités locales (73 % d'élus et 27 % d'agents) et 243 décideurs des entreprises.

Comment stimuler une filière porteuse d'opportunités mais qui semble rester marginale ? «La Gazette», avec le soutien de l'Apave (*), a questionné des collectivités et des entreprises afin de connaître leurs pratiques et leurs besoins dans la prise en compte du vieillissement de la population. Premier enseignement: tous les acteurs ont intégré cette donnée démographique. Près des deux tiers des élus et des agents interrogés considèrent ainsi que leur collectivité est engagée dans ce sens (lire ci-dessous). De plus, 65 % d'entre eux estiment que leur collectivité est actrice et 53 % que ces initiatives doivent permettre une meilleure préparation au choc démographique.

En vis-à-vis, 33 % des sociétés interrogées proposent des biens ou services dédiés aux seniors (lire ci-contre). La très grande majorité de ces offres (78 %) concernent le maintien à domicile des personnes âgées. Que les entreprises soient engagées dans la filière ou qu'elles l'envisagent seulement, toutes disent avoir comme première raison de développer des solutions à destination des plus âgés la réponse à un enjeu sociétal.

Pourtant, ces deux mondes semblent cohabiter, sans vraiment se croiser. Les entreprises sont souvent perdues quand il s'agit de frapper à la porte d'une collectivité locale. Même pour les plus aguerries, le parcours peut être compliqué. Ainsi, les conseils départementaux ont la possibilité de financer des biens ou des services pour les personnes âgées dépendantes en établissement dans le cadre de la prévention. Mais les entreprises ne peuvent qu'expliquer le mécanisme à leurs acheteurs potentiels, qui doivent faire eux-mêmes la demande.

Les entreprises ne savent pas à quelle collectivité s'adresser pour proposer leurs produits.

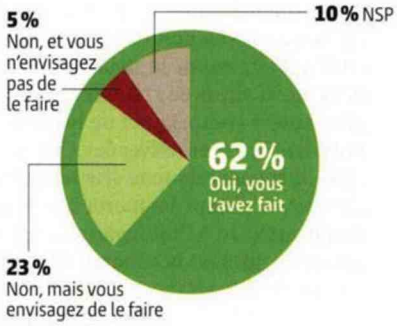
QUI EST LE CLIENT ?

Résultat, la plupart des collectivités ne reçoivent aucune proposition concernant la silver économie de la part d'entreprises. L'engagement des territoires auprès des acteurs se fait donc majoritairement dans le cadre de la compétence «développement économique». Par le biais de «fab labs», des collectivités aident des start-up locales à développer leur projet. Au sein de clusters, elles encouragent

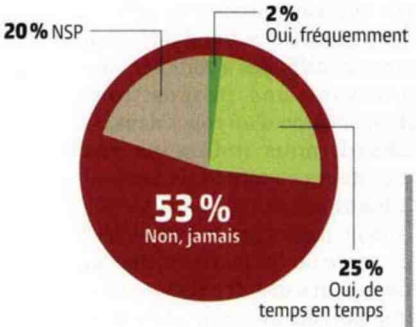
LES COLLECTIVITÉS

Les territoires se sont majoritairement emparés de la question du vieillissement. Les départements, en tant que chefs de file de l'action sociale, ont bien sûr une compétence obligatoire avec l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou l'aide sociale à l'hébergement (ASH). Mais le bloc communal et les régions ont souvent également développé des politiques à l'attention des seniors. Pourtant, leurs contacts avec les entreprises de la silver économie restent faibles.

Votre collectivité est-elle engagée dans une politique de prise en compte du vieillissement de sa population ?



Etes-vous sollicités par des entreprises pour procéder à des tests de projets, solutions ou innovations ?



Tous droits de reproduction réservés

la gazette des communes des départements des régions

PAYS :France
PAGE(S) :36-45
SURFACE :1 636 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :26390

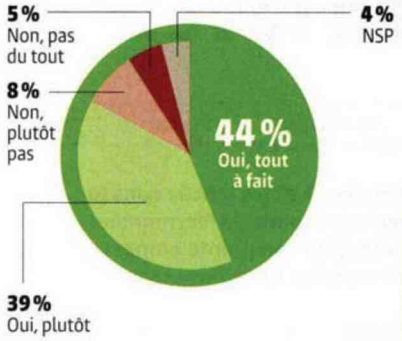
► 18 juin 2018 - N°24

LES ENTREPRISES

Seulement un tiers des entreprises que nous avons interrogées sont actives dans le domaine de la silver économie. Si l'on ajoute celles qui s'y intéressent, un peu moins de la moitié des sociétés voient dans les personnes âgées une opportunité économique. Parmi celles qui ont investi le marché de la silver éco, 83 % souhaiteraient avoir davantage de contacts avec les collectivités territoriales.

Votre entreprise propose-t-elle des solutions et services dédiés aux seniors?

Souhaiteriez-vous une plus grande synergie avec les décideurs locaux?



des sociétés à s'installer sur leur territoire (lire p.42-44).

Les relations se font néanmoins aussi dans un cadre vendeur-acheteur. Pour les entreprises qui proposent des produits ou solutions destinés aux seniors, les collectivités font parties des clients importants. Si ces biens et services sont majoritairement fournis aux personnes âgées elles-mêmes (63%) et à leurs aidants (38%), ils sont également vendus aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (28%), aux centres communaux d'action sociale (25%) et aux collectivités en général (24%). Les territoires arrivent ainsi devant les professionnels de la santé indépendants (19%) ou les services gériatriques des hôpitaux et cliniques (16%). Malgré cela, les collectivités travaillent avant tout avec les associations, leurs pairs et l'Etat pour atteindre l'objectif du bien-vieillir, bien plus qu'avec les entreprises.● I. R.

(*) L'Apave est prestataire auprès des collectivités et des entreprises sur la maîtrise des risques techniques, humains et environnementaux.

Une labellisation, vite!

Garantie Un label est utile à la fois aux fournisseurs de biens ou de services et aux acheteurs. Les premiers peuvent ainsi prouver leurs savoir-faire, les seconds s'assurent de la qualité de leur achat. Dans le secteur de la silver économie, des initiatives ont été prises en ce sens, mais restent très confidentielles. L'Apave a lancé en juillet 2017 le label «Haute Sécurité santé pour le logement». L'Afnor, dès octobre 2016, créait la certification «Testé et approuvé par les seniors» (les testeurs sont des bénévoles âgés de plus de 60 ans). Tous les produits peuvent prétendre à cette labellisation, mais seuls vingt l'ont obtenue à ce jour.

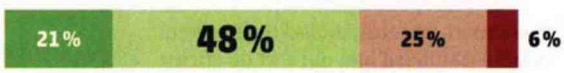
Or, concernant les produits technologiques, qui peuvent devenir rapidement obsolètes, cette certification permettrait de faire avancer la filière. Les collectivités locales comme les entreprises sont d'ailleurs fortement favorables à la création d'un label. Ainsi, 69% des collectivités interrogées considèrent qu'une telle distinction serait utile. Les entreprises, qu'elles soient déjà engagées dans la silver économie ou non, souhaitent également la valorisation de leurs produits (52% et 57%).

Lors du lancement de l'acte II de la silver éco, en décembre 2016, la question avait été abordée. Dans l'un des rapports remis courant 2017 par la mission «attractivité et export», l'une des six instituées par le comité de filière, était pointé le besoin de veiller à «identifier les freins qui pèsent encore sur la filière en termes de labellisation ou normalisation des services et des produits».●

L'UTILITÉ D'UN LABEL...

... POUR LES COLLECTIVITÉS

Quelle serait l'utilité d'un label pour vous donner confiance en une innovation ou un projet destiné aux seniors?



... POUR LES ENTREPRISES DÉJÀ ACTRICES DE LA SILVER ÉCO

Une labellisation de vos solutions et services dédiés aux seniors favoriserait-elle le développement de votre activité?

... POUR LES ENTREPRISES AYANT UN PROJET EN SILVER ÉCO

Un label favoriserait-il le développement de votre activité dédiée aux seniors?

Tous droits de reproduction réservés

la gazette des communes des départements des régions

PAYS :France
PAGE(S) :36-45
SURFACE :1 636 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :26390

► 18 juin 2018 - N°24

Quand toute une région se mobilise en faveur du bien-vieillir

Normandie 3,5 millions d'hab.

Première à s'être lancée dans la silver économie, la Normandie est toujours en pointe et met sur pied des solutions in situ.

En Basse-Normandie, première «Silver région» labellisée par l'Etat en 2014, le cluster TechSap Ouest a été le fer de lance de la silver économie. Créé en 2011 à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie d'Alençon (Orne) pour qui il y avait là des marchés à investir, il associe près d'une soixantaine d'adhérents, entreprises, employeurs du secteur des services à la personne, centres de formation... Réunis autour d'un objectif: passer de l'idée innovante à son développement et à sa mise en application.

Afin d'attirer des entreprises, la mission de développement économique de la communauté urbaine d'Alençon (34 communes, 56600 hab.) est, par exemple, chargée de valoriser les synergies possibles entre la silver éco et les autres filières d'excellence locales que sont la plasturgie, l'agroalimentaire, le numérique et l'habitat. Mais l'«arme de construction massive» de ce cluster, pour reprendre son expression, est la «maison domotique d'application pédagogique» (MDAP) ouverte en 2013 à Saint-Paterne, en périphérie d'Alençon, et financée par des partenaires privés et institutionnels, dont le conseil départemental de l'Orne.

20 %
des Normands
sont âgés de plus de 65 ans, un point au-dessus de la moyenne nationale. En Normandie, le vieillissement est aussi plus rapide: la part des plus de 65 ans a augmenté de 4,1 points depuis 2000, contre 3 points en France.

Dahlia, la maison-témoin adaptée

Visite guidée Un quartier pavillonnaire tranquille du Havre. Ce jour-là, la maison-témoin Dahlia accueille des jeunes venues à l'initiative de la mission locale voir si l'aide à domicile «leur irait». Au menu: costume de simulation du vieillissement pour mesurer «le poids des années», échanges et jeu de rôle autour d'un goûter avec deux personnes âgées ravies de jouer les grincheuses.

Puis c'est la visite guidée, non pas d'un showroom du futur, mais d'un logement adapté d'aujourd'hui, qui sert de vitrine in situ aux entreprises. Les dispositifs sont tous transposables dans un domicile lambda. La cuisine dispose par exemple d'un four à porte escamotable et de petit matériel adapté (ouvre-boîtes, boutons de porte...), et la salle d'eau d'un meuble lavabo tout-en-un, conçu pour une utilisation assise. Il est même esthétique! A l'étage, accessible par un monte-escalier, la chambre est équipée d'un détecteur de mouvement qui, la nuit, allume la lampe de chevet et un chemin lumineux jusqu'aux toilettes, mais le lit est «classique», simplement surélevé. La seconde chambre est certes médicalisée, mais uniquement pour les besoins des formations. «L'objectif est bien la prévention de la perte d'autonomie», confirme le responsable, Olivier Bouly.●

L. BREARD/VILLE DU HAVRE

Avec son monte-escalier, son chemin lumineux, sa cuisine spécialement équipée... la maison Dahlia sert de vitrine aux entreprises.

EFFET D'ENTRAÎNEMENT

A la fois maison-témoin pour le public et laboratoire grandeur nature («living lab») pour les entreprises, la MDAP constitue aussi un outil de formation des professionnels de l'aide à domicile. A côté des pièces d'habitation, équipées des dernières innovations technologiques en matière de confort et de sécurité, un amphithéâtre, doté d'une plateforme de pilotage à distance avec gestion des données captées, peut accueillir jusqu'à 70 personnes. La MDAP est elle-même accolée à l'Institut régional des services à la personne, seul centre de formation d'apprentis dédié, en France, aux métiers des services à la personne.

Des initiatives qui exercent un effet de levier. Ainsi, le bailleur social Orne Habitat, adhérent à TechSap, a construit en 2015 au Mêle-sur-Sarthe deux logements domotisés équipés de lumières se déclenchant automatiquement dans le couloir, d'un évier et d'un lavabo réglables en hauteur, d'un dispositif d'appel au secours dans la douche... Des équipements qu'il a parfois fallu repenser pour des locataires âgés qui les avaient «bidouillés»: mécanisme de réglage

Tous droits de reproduction réservés

la gazette des communes • des départements • des régions

PAYS :France
PAGE(S) :36-45
SURFACE :1 636 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :26390

► 18 juin 2018 - N°24

QUESTIONS À...

É. LEVILLY / ANDIA.FR

VALÉRIE EGLOFF, conseillère régionale déléguée à la silver économie

Où en est la silver économie normande ?

La Normandie est dans le sillage de la Basse-Normandie, qui a été pionnière sous l'impulsion de son président d'alors, Laurent Beauvais. Il faut une vraie volonté politique, je peux vous l'assurer ! Le top départ de la silver économie normande – pour ma part je préfère l'appeler « économie de la longévité » – a été donné à Alençon avec l'ouverture de la maison de la domotique d'application pédagogique. Cette réalisation a montré concrètement que grand âge et innovation ne sont pas contradictoires.

Quelles sont les priorités de la nouvelle région ?

Notre plan 2017-2019 s'articule autour de cinq axes qui nécessitent un travail transversal et partenarial : l'adaptation du logement, prioritaire à mes yeux, les services à la personne, la santé, la mobilité et, sans doute plus inattendu, le tourisme. Dans un rapport rendu début 2017, le député de la Seine-Maritime Christophe Bouillon a montré combien le tourisme des seniors est important économiquement. Cette donne est un facteur d'attractivité pour les territoires.

Qu'en est-il des autres collectivités territoriales ?

Les départements, qui ont la compétence « dépendance », et la région, la compétence « économie », doivent travailler en complémentarité, bien entendu. Mais les autres collectivités ont aussi un rôle clé. L'une des premières décisions de notre tout jeune pôle métropolitain de l'estuaire de la Seine, qui regroupe dix intercommunalités, a été de créer un gérontopôle mettant en réseau des acteurs, publics et privés, engagés dans le bien-vieillir. Les élus doivent considérer l'évolution démographique non comme une contrainte, mais comme une opportunité !

de la hauteur bloqué, chemin lumineux désactivé pour ne pas consommer d'électricité durant la journée...

Dans l'ancienne région Haute-Normandie, la silver économie a trouvé droit de cité au Havre (172400 hab.), grâce à la détermination d'une élue, Valérie Egloff, aujourd'hui adjointe au maire chargée des personnes âgées et de la santé, et conseillère régionale déléguée à la silver économie. Celle qui parle avec conviction de « capital seniors » depuis des années se souvient de collègues lui reprochant « de leur casser les pieds avec ses vieux » (lire aussi ci-dessus).

UNE CULTURE À DIFFUSER

Mais les choses ont changé et la ville du Havre a même été lauréate en 2017 d'un prix du Réseau francophone des villes amies des aînés pour une réalisation innovante, sa maison-témoin Dahlia (lire p.42). « Cette maison s'inscrit dans la continuité de notre dispositif Sherpa [*] qui, depuis sa création en 2011, a permis à près de 500 personnes âgées d'être conseillées et accompagnées chez elles dans le projet d'aménagement de leur domicile », explique Olivier Bouly, directeur adjoint du centre communal d'action sociale, chargé du pôle « bien-vieillir ». Sur une dépense de fonctionnement de 146000 euros, les 101000 euros de masse salariale (ergothérapeute, coordinatrice gérontologique et animatrice de la maison) sont d'ailleurs pris en charge par les deux dispositifs.

La maison-témoin Dahlia a été conçue comme la démonstration d'un logement adapté dans un pavillon mitoyen « normal » (loué par le bailleur Logeo), doté d'aménagements dont le coût est accessible et l'installation facile. « Le principe est aussi de développer une "culture gérontologique" dans les métiers de l'artisanat et de l'habitat », précise Olivier Bouly. On trouve tous les équipements dans le commerce mais, pour les personnes âgées et leur famille, une visite est bien plus parlante qu'un catalogue. D'ailleurs, pour les plus éloignées, un projet de visite virtuelle est dans les tuyaux.

Pas question toutefois de passer à côté de l'innovation de demain : en partenariat avec TechSap Ouest, un club d'utilisateurs seniors créé en décembre va tester les nouveautés et voir si elles repondent à leurs attentes. Cela conditionne évidemment l'accès des entreprises au marché de la silver économie. Et la boucle est bouclée. ● C. M.

(*) Service havrais d'évaluation des risques au domicile des personnes âgées.

Une affaire de volonté individuelle

Toutes les régions ne possèdent pas le même niveau d'expertise en matière de silver éco, loin de là. « Le développement est souvent un hasard total, dû à un élu qui s'est intéressé à la silver éco et est assez déterminé pour porter la filière dans son territoire », explique Luc Broussy, président de France Silver éco. Rien n'est pérenne non plus, selon lui : « Si Valérie Egloff partait, tout s'arrêterait peut-être en Normandie. »

Tous droits de reproduction réservés

la gazette des communes des départements des régions

PAYS :France
PAGE(S) :36-45
SURFACE :1 636 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :26390

► 18 juin 2018 - N°24

Les villes moyennes font le pari ambitieux de la « gérontocroissance »

Du verre antidéshydratation au quartier intergénérationnel, la silver économie peut trouver un ancrage local que Villes de France veut promouvoir comme source de croissance.

L'association Villes de France a lancé, le 7 décembre, le manifeste « Faire de la silver économie une opportunité pour les villes de France » au nom de la « gérontocroissance ». Et, de fait, ça bouge du côté de ces communes.

A Valence (66200 hab., Drôme), un « pôle seniors » très innovant ouvrira ainsi en 2020 sur un site unique, grâce à un partenariat entre le centre communal d'action sociale (CCAS), la mutuelle Eovi et le bailleur social Drôme Aménagement habitat. Il réunira une maison de retraite publique et une privée non lucrative, conçues sous forme d'unités de vie complémentaires, pouvant accueillir 200 résidents. L'architecture ouverte sur l'extérieur est pensée pour le bien-être des occupants. S'appuyant sur une démarche initiée à Saint-Etienne, un « living lab » y testera par ailleurs des outils connectés et des dispositifs utilisant l'intelligence artificielle pour aider le repérage des fragilités et la prise en charge non médicamenteuse. Le pôle disposera également d'une salle dédiée à la télémédecine.

INTERGÉNÉRATION ET SOLIDARITÉ

A Mont-Saint-Aignan (19200 hab., Seine-Maritime), le service polyvalent d'aide et de soins à domicile (Spasad) géré par le CCAS a répondu à un appel à projets de l'agence régionale de santé pour entrer dans l'expérimentation des « Spasad intégrés », dont le cahier des charges comprend des missions de repérage des situations d'isolement et de fragilité, ainsi que des actions de prévention et de promotion de la santé... Le Spasad teste ainsi un verre connecté conçu par la start-up Auxivia, capable de suivre la quantité d'eau bue par son utilisateur et de tirer la sonnette d'alarme si celle-ci est insuffisante. Prévenir la déshydratation, et pas seulement en période de canicule, est un enjeu majeur dans la prise en charge de la personne âgée.

Le CCAS de Castelnau-le-Lez (19500 hab., Hérault) a, lui, carrément décidé de transférer son établissement pour personnes âgées dépendantes Les Muriers dans le futur quartier Eurêka « à vocation intergénérationnelle et solidaire » que Montpellier Méditerranée métropole aménage sur son territoire. Ce projet de quartier vise notamment à développer un écosystème centré sur la filière de la silver économie. ● C. M.

Châlons-en-Champagne (Marne) 45 300 hab.

Le « living lab » est aussi un lieu de vie

C. MANQUILLET / LA GAZETTE

MURIELLE HANIQUE, chargée de mission en promotion de la santé

La volonté de se tourner vers l'avenir a guidé la rénovation de la résidence autonomie Clamart du CCAS de Châlons-en-Champagne. Celle-ci abrite un appartement pas comme les 48 autres. Dans 45 mètres carrés, un concentré de technologies vise à favoriser le bien-vieillir à domicile : sol muni de capteurs pour analyser la marche et détecter les chutes, porte intérieure à ouverture automatisée, éléments de cuisine motorisés, balance connectée... « Ce living lab, composé d'un appartement expérimental et d'un laboratoire d'idées, est le seul à l'échelle nationale à être directement implanté dans un lieu de vie, ce qui va permettre de tester les gérontechnologies en situation réelle, décrit Murielle Hanique, chargée de mission. Son fonctionnement repose sur une conception participative, les personnes âgées sont au cœur de nos préoccupations, rien ne peut se faire sans elles. »

Inauguré en septembre, le lieu accueille des résidents, mais aussi des seniors des alentours, des professionnels de santé, des aidants, des chercheurs... Espace d'échanges et de réflexion, il doit aussi faire avancer les travaux scientifiques dans le domaine de la fragilité des personnes âgées. Baptisé « Next RPA » (*), ce projet bénéficie de l'expérience du « living lab » Activ'Ageing de l'université de technologie de Troyes et du soutien de la ville, du département, de la région, de la communauté d'agglo et de l'université Reims Champagne-Ardenne. « L'objectif est de faire de cet équipement un lieu tourné vers l'innovation », résume Murielle Hanique.

(*) Nouvelles expériences technologiques et relationnelles en résidence pour personnes âgées.

Contact
Murielle Hanique, m.hanique@chalonsenchampagne.fr

Tous droits de reproduction réservés

la gazette des communes des départements des régions

PAYS :France
PAGE(S) :36-45
SURFACE :1 636 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

DIFFUSION :26390

► 18 juin 2018 - N°24

Des solutions pour que la filière concrétise enfin son potentiel

Et maintenant, que fait-on pour les cinq prochaines années – et les suivantes bien sûr – afin que la silver économie tienne ses promesses?

S'il fallait remplir le livret scolaire de la silver économie, on écrirait certainement: «Des efforts, mais peut mieux faire.» Oui, mais comment?

01 Accepter la transversalité pour mieux accompagner

La filière est protéiforme: social, développement économique, numérique, logement, tourisme... Puisque l'objectif final est que les personnes âgées restent le plus longtemps possible actrices de la société, ce sont tous ces domaines qui sont concernés. Il faut donc, pour que les collectivités prennent toute leur place dans le développement de la filière, qu'elles parviennent à travailler en transversalité. Les territoires les plus en pointe sont ceux où un pilote réussit à mettre autour de la table différents services.

De vrais partenariats s'imposent par ailleurs entre collectivités. Les départements sont restés jusqu'à récemment assez en retrait, n'ayant plus de compétence économique. Pourtant, leur connaissance du grand âge et leurs moyens de financement s'avèrent indispensables.

02 Trouver des financements suffisants et pérennes

Le nerf de la guerre, quelle qu'elle soit, est l'argent. La silver économie ne fait pas exception. Pour se développer et donc créer de l'emploi, les entreprises du secteur ont besoin de trouver leurs clients. Les Ehpad ou les services d'aide à domicile devraient être des clients naturels, mais leurs difficultés financières entravent cet essor. Ou, pour le moins, accéder à ces financements n'est pas simple. «J'ai toujours obtenu les fonds demandés», assure Silvere Jauny, président de Spin'r et ancien directeur d'Ehpad. Encore faut-il savoir à qui demander. Les agences régionales de santé peuvent aider, par exemple en débloquant des fonds pour la télémédecine, une fois un dossier dûment complété.

Par le biais des conférences des financeurs, instances créées par la loi d'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015, les conseils départementaux ont, quant à eux, la possibilité de financer des outils de prévention de la perte d'autonomie, à domicile ou en établissement. Un an après la mise en place de ces conférences, il est trop tôt pour dresser un bilan de leur action.

03 Revaloriser les emplois d'aide à la personne

C'est certainement le nœud de beaucoup de problèmes. Si, en présentant son plan Grand âge et autonomie, Agnès Buzyn a annoncé des financements pour le recrutement de personnel supplémentaire, pas sûr que cela soit suffisant (lire ci-contre). Parmi les aides-soignants notamment, le manque de main-d'œuvre pose déjà des difficultés: les écoles sont loin de faire le plein et, dans les établissements, le turnover des équipes est important. Les accidents de travail sont par ailleurs très nombreux – plus que dans le BTP.

La revalorisation des professions passe obligatoirement par celle des salaires. Dans le secteur de l'aide à domicile, un accord salarial de branche prévoyait une augmentation de la valeur du point de 0,44% au 1er octobre 2017. Mais l'arrêté d'approbation du ministère n'est jamais paru. ● I. R. et C. M.

Un plan qui déçoit

«Notre pays n'a pas encore su trouver un vrai modèle de prise en charge de la perte d'autonomie malgré des progrès considérables», a déclaré la ministre des Solidarités et de la santé, Agnès Buzyn, en présentant son plan pour les Ehpad, le 30 mai. Au total, 430 millions d'euros seront injectés sur trois ans en faveur des personnes âgées dépendantes, dont 360 millions destinés aux établissements. L'annonce a laissé sur leur faim la plupart des acteurs, qui attendent la suite.

À LIRE

Les technologies en question

Quelles méthodes choisir pour créer de la valeur, évaluer et s'assurer que les «silver tech» apportent effectivement un service aux personnes âgées? Réponse dans «L'avenir des silver tech».

«L'avenir des silver tech. Conception, usage et évaluation», H. Michel, Hélène Prevot-Huille, R. Picard (dir.), Presses de l'EHESP, 2018.

Promesses, promesses...

Dans «La révolution des seniors», le think tank libéral Cercle Turgot met à plat les choix de société s'annonçant et fait des propositions sur les retraites, l'autonomie, l'image des seniors, etc.

«La révolution des seniors. Les promesses de la silver économie», Jean-Louis Chambon (dir.), Eyrolles, 2017.

SUR LE WEB

Tous les acteurs

Un annuaire recense les acteurs de la silver éco en France. Il est accompagné du guide «Ma vie en silver», destiné au grand public.

«Annuaire 2018 de la silver éco», à consulter sur: silvereco.org

AGENDA

Silver day

L'édition 2018 du silver day Normandie aura lieu à Evreux (Eure), le 4 octobre.

silverday-normandie.fr

Regards croisés

La journée «regards croisés au service du vieillissement actif», sur les nouvelles expériences technologiques, est organisée à Châlons-en-Champagne (Marne), le 5 octobre.

Contact: m.hanique@chalonsenchampagne.fr

la Gazette.fr

Pour aller plus loin

La silver économie se cherche un avenir
www.lagazette.fr/556152

Agnès Buzyn dévoile son plan pour soulager les Ehpad
www.lagazette.fr/566791

Tous droits de reproduction réservés